

Macron a sciemment et volontairement ruiné l'économie française afin de finaliser sa dictature

écrit par Raoul Girodet | 7 mai 2020



La tentation totalitaire de Macron : il est Minuit Moins Une !

Il est difficile de définir avec précision ce qu'est un état totalitaire. On ne peut que lister un ensemble de caractéristiques communes à ceux qui ont existé :

- 1- L'émergence d'un parti unique et l'anéantissement de toute opposition.
- 2- Un monopole des moyens de communication de masse.
- 3- Une idéologie d'État promettant l'accomplissement de l'humanité.
- 4- Un appareil policier recourant à la terreur.
- 5- Une justice aux ordres.
- 6- Une réécriture de l'histoire.
- 7- La prise en main totale de l'éducation pour fonder l'idéologie.

8- Mise en opposition des opposants.

9- La mise en place d'un réseau omniprésent de surveillance des individus.

10- Une direction centrale de l'économie.

Plus l'on coche de cases, plus le régime est totalitaire.

Jusqu'à présent, le gouvernement Macron cochait les huit premières cases. La crise du virus va lui permettre de faire carton plein.

Sans développer longuement (Résistance Républicaine le fait à longueur d'articles), il n'échappera à personne que :

►l'avènement du parti unique est un fait.

Certes, légalement, les autres partis peuvent exister.

Cependant, en pratique ce n'est pas le cas. Le harcèlement juridique pour les dirigeants des partis d'opposition, les pressions sur les banques pour qu'ils n'aient pas de financement, le dénigrement par une presse aux ordres sont autant d'éléments caractérisant une dictature « soft » aboutissant à un musèlement de fait.

Pas d'exécutions sommaires, mais le résultat est le même : les autres partis s'effondrent au seul bénéfice des abstentionnistes et de LREM.

►le monopole de la communication est déjà en place.

Les grands médias sont tous propriété de milliardaires proches du pouvoir.

Au-delà de la seule propagande officielle, les grands médias jouent un autre rôle dans l'abrutissement des citoyens.

Les médias alternatifs sont en voie d'être bâillonnés définitivement avec la loi Avia.

Macron avait été franc à cet égard. En février 2019, il avait annoncé la mise de l'information sous tutelle de l'État : « *Le bien public, c'est l'information. Et peut-être que c'est ce que l'État doit financer* »,

«*Le bien public, ce n'est pas le cameraman de France 3. Le*

bien public, c'est l'information sur BFM, sur LCI, sur TF1, et partout. Il faut s'assurer qu'elle est neutre, financer des structures qui assurent la neutralité. Que pour cette part-là, la vérification de l'information, il y ait une forme de subvention publique assumée, avec des garants qui soient des journalistes. Cette rémunération doit être dénouée de tout intérêt. Mais quelque part, cela doit aussi venir de la profession. »

► Idéologie d'État : un mot d'ordre : « Tuer la Nation. ! ». L'ultra-libéralisme avec ses corollaires : immigrationnisme, mondialisation, réchauffisme.

La doctrine passe en boucle : la mondialisation est source de prospérité, l'immigration une chance pour la France, le réchauffement climatique ne sera jugulé que par un gouvernement mondial etc...

►Appareil policier recourant à la terreur.

La fureur répressive à l'encontre des Gilets Jaunes est un début.

Utiliser les moyens policiers pour harceler les citoyens (contrôle tatillon des Ausweis) est un excellent moyen pour provoquer un clivage entre la population et sa police, permettant ainsi à celle-ci de se victimiser donc de se rapprocher de sa tutelle, l'État.

Bientôt les forces de l'ordre auront à choisir entre soutenir un régime totalitaire ou être le dernier rempart de la démocratie. L'Histoire nous enseigne hélas quel parti elles prendront.

►Justice aux ordres.

Les très récents exemples de « deux poids, deux mesures » dans le domaine de l'immigration révèlent une justice totalement inféodée au pouvoir.

Condamner Éric Zemmour ou Christine Tasin tout en ignorant les appels aux meurtres des rappeurs en est le meilleur exemple.

Le rouleau compresseur de l'idéologie est lui en aussi

marche avec le pouvoir judiciaire.

►Réécriture de l'histoire.

La négation des hauts faits de l'histoire de France.
Repentance à outrance.

Colonisation « crime contre l'humanité » de Macron.

D'une manière générale, minimiser tout ce qui a fait la grandeur de la France. Maximiser les apports allogènes. Le tout en parfaite cohérence avec la destruction de la Nation

►Prise en main de l'éducation :

Le formatage des élèves avec intervention des Associations droidel'hommistes agréées par l'éducation nationale.

L'enseignement d'une histoire niant les valeurs de notre pays (s'appuyant sur la réécriture précédemment évoquée).

L'appauvrissement du contenu des programmes d'enseignement de la philo.

D'une façon générale la déliquescence de l'enseignement est confirmée par le plongeon de notre pays dans les classements internationaux. Cette déliquescence n'est que la matérialisation de cette prise en main.

►Mise en opposition des opposants.

Créer des conflits horizontaux est une des clefs de la survie du régime.

En effet, opposer les Français disperse les énergies contestataires.

Provoquer sur des sujets comme la GPA en est un exemple flagrant.

Opposer ruraux et citadins, fonctionnaires et salariés du privé, retraités et actifs, locataires et propriétaires : tout est fait dans ce sens.

Voici donc huit points acquis, ou en passe de l'être.

Restent deux critères sur lesquels travaille frénétiquement le pouvoir macronien :

– La surveillance individuelle.

– La mainmise sur l'économie.

En effet, la crise du virus est une formidable opportunité que nos dirigeants ont aussitôt saisie, comme chacun peut s'en rendre compte.

Les libertés individuelles sont gravement menacées par la surveillance des réseaux sociaux. Celle-ci est déjà avouée par Bercy.

Le projet de traçage des Français « Stop Covid » donnerait en outre un cadre légal à un flicage intégral sous prétexte de « protection ».

La mainmise sur l'économie est aussi des plus préoccupantes.
Macron a sciemment et volontairement ruiné l'économie française grâce à un confinement funeste mais parfaitement réfléchi.

Désormais, la survie de millions de Français ne dépendra en effet que du bon vouloir de l'État. Celui qui voudra survivre devra rester sage.

Macron va distribuer des centaines de milliards (qu'il vole à nos enfants, petits enfants et arrière-petits enfants) pour mieux nous asservir.

Alors devant ce constat, que faire ?

J'en viens à penser que [Carl Pincemin](#) a raison. Il préconise l'oubli de toutes les différences afin de mettre à terre ce pouvoir totalitaire.

Il plaide pour une union de tous, y compris avec les musulmans et conclut par :

« Les combats horizontaux nous feront perdre et nous resterons esclaves, la lutte verticale contre CE SYSTÈME est

la seule légitime aujourd'hui.

À ma droite, Mamadou, black à capuche, 15 voitures brûlées au compteur, profession vendeur de shit, à ma gauche Marcel, 20 ans au FN, derrière moi Sebastian, Black-bloc étudiant, 18 ans, vétéran du pavé et en face de nous, un pouvoir illégitime qui choisit de tuer sa population... »

J'ai tendance à lui donner raison, sauf en ce qui concerne les musulmans. Même si faire tomber Macron est un impératif, il faut savoir gérer les urgences. L'urgence première est de repousser l'envahisseur.

S'allier avec l'islam, c'est comme dîner avec Satan. On n'a pas de cuillère avec un manche suffisamment long.